

DECLARATION DU DIRECTEUR CELHTO/OUA
A LA COMMISSION IV, CULTURE ET COMMUNICATION
(CONFERENCE GENERALE PARIS 1978)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Le Chef de la délégation de l'Organisation de l'Unité Africaine a insisté, en plénière, sur la place particulière que l'identité culturelle occupe dans le développement de nos pays. Vous vous souvenez sans doute que le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA a adopté, en 1976, la Charte Culturelle de l'Afrique qui guide le Bureau Interafricain de Linguistique de Kampala et le Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO) de Niamey.

Je voudrais, pour commencer, évoquer les visites que le Conseiller Régional pour la culture en Afrique a rendues aussi bien à Addis Abéba qu'à Niamey; les échanges de vue ont été très fructueux et je suis convaincu qu'il mettra sa longue expérience de l'OUA au service du renforcement des relations entre nos deux Organisations. Avec l'assistance du Gouvernement du Niger, l'Unesco a tenu, en Juillet 1978 à Niamey, une réunion d'experts sur l'harmonisation de la transcription des langues africaines; je souhaite que le rapport final en soit largement diffusé auprès de tous les Etats Membres, et envoyé au Siège de notre Organisation. Enfin je voudrais rappeler que Niamey est le siège du premier des Centres régionaux de documentation pour la tradition orale, dont la création avait été recommandée dans le cadre du Projet d'Histoire Générale de l'Afrique. Ce Centre a été intégré en 1974 à l'OUA et dispose d'un budget autonome; ce changement de statut a certainement entraîné un ralentissement des activités, car nous avons estimé qu'il appartenait aux représentants des 18 Etats Membres de définir un programme régional, en consultation avec toutes les institutions concernées, au premier rang desquelles nous plaçons l'UNESCO. Je suis heureux de vous annoncer que la situation est normalisée. En effet, grâce à une aide financière de l'Unesco, les directeurs des institutions nationales de recherche, c'est-à-

dire en fait le Conseil d'Administration, se sont réunis en Septembre 1978 à Niamey pour faire redémarrer le Centre. A partir du Plan de Ouagadougou (adopté en 1968) et du Plan décennal pour l'étude systématique de la tradition orale et la promotion des langues africaines comme véhicule de culture et instrument d'éducation permanente, les directeurs ont élaboré un plan régional coordonné qui sera soumis au prochain Conseil des Ministres de l'OUA, en Février 1979 à Nairobi.

J'en viens maintenant au Projet de Programme et de budget pour 1979-80, Objectif 1-2. Promotion de l'appréciation et du respect de l'identité culturelle. D'une manière générale, les activités envisagées nous semblent très pertinentes, en particulier en ce qui concerne l'Afrique.

L'OUA présente ses vives félicitations au Comité Scientifique International, aux différents spécialistes et au Secrétariat de l'UNESCO pour les progrès accomplis dans la préparation de l'Histoire Générale de l'Afrique (par. 4020-25). Tout en attendant avec impatience la parution des premiers volumes, nous relevons au passage le projet de traduction des éditions abrégées dans certaines langues africaines. L'impulsion nouvelle à la collecte des manuscrits arabes et ajami (par. 4023) par le Centre Ahmed Baba de Tombouctou est judicieuse, car elle complète l'action entreprise en matière de tradition orale.

A propos de la préservation, de l'interprétation, de la présentation et de la promotion des valeurs culturelles (thème 1. 2/02), les résultats attendus sont clairs et les activités prévues marquent une très nette amélioration, car elles touchent à une dimension jusqu'ici négligée de la tradition orale, à savoir son noyau scientifique. Bien sûr, des groupes de pression tenteront, à l'intérieur et à l'extérieur, de dresser des obstacles dans cette voie, mais l'expérience acquise dans de nombreux Etats africains et la volonté de récupérer la totalité de notre patrimoine en y exerçant l'esprit critique demeurent les meilleurs garants que nous puissions avoir.

De même l'OUA apportera sa contribution à la réalisation du programme prévu pour la promotion des langues nationales et locales (thème 1.2/03, par. 4072.4). L'OUA est surtout très sensible au Projet Unesco Horizon 2000 dont

l'objectif est de permettre de faire des langues africaines des instruments du savoir et du savoir-faire modernes. Nous y voyons l'expression la plus éclatante de la prise en considération des objectifs et priorités de la Charte Culturelle de l'Afrique.

Nous remercions par ailleurs le Gouvernement Suédois de son assistance pour l'organisation (par. 4124) d'un séminaire de formation à l'intention des écrivains de langue kiswahili. Et nous saisissons l'occasion pour inviter tous les Etats Membres à participer, à travers leurs institutions savantes, toujours très compétentes et disposant quelques fois des moyens techniques et financiers appréciables, à la réalisation du Plan décennal pour l'étude de la tradition orale et la promotion des langues africaines. L'UNESCO quand à elle devrait aider à mettre en place, le plus tôt possible, les centres régionaux de tradition orale et des langues africaines en Afrique Centrale, Afrique Orientale et Afrique australe. Cette mise en place, favorisera, sans nul doute, la coordination des activités dans ce domaine. Pour terminer, l'OUA félicite à nouveau le Directeur Général pour les résultats déjà obtenus dans la recherche de fonds extrabudgétaires, et l'encourage vivement à poursuivre et intensifier les démarches, comme prévu au paragraphe 4075, car les moyens devraient être à la mesure de l'ambition légitime des Africains, et de l'esprit de coopération qui domine nos débats.

Paris Novembre 1978

1978-11

DECLARATION DU DIRECTEUR DU CELHTO/OUA A LA COMMISSION IV, CULTURE ET COMMUNICATION

Diouldé, LAYA

CELHTO-UA

<https://archives.au.int/handle/123456789/7847>

Downloaded from African Union Common Repository